

Toutes ces conditions avaient considérablement tendu le climat à l'usine Renault du Mans. Si bien que le débrayage organisé par les syndicats le jeudi 29 avril en solidarité avec la lutte menée depuis 1 mois par les 82 OS du bâtiment FF sur des revendications concernant tous les OS, a entraîné un élargissement et un durcissement de la lutte dans toute l'entreprise.

Rapidement, la forme de lutte employée (*grève avec occupation jusqu'à satisfaction*) pour des revendications communes à tous les OS de la Régie, a été ressentie partout comme la seule façon de faire reculer la Direction. Par cette lutte exemplaire, les OS du Mans ont joué un rôle d'étincelle qui a embrasé toute la Régie Renault.

POURQUOI DREYFUS ET LE GOUVERNEMENT ONT-ILS ENGAGÉ L'ÉPREUVE DE FORCE ?

Dreyfus sent que cette grève va vite faire tache d'huile ; avant que les travailleurs décident d'élargir le conflit il contre-attaque en annonçant, dès mardi 4 mai, le lock-out.

Qu'a tenté Dreyfus avec ce durcissement ?

Le lock-out, c'est évidemment la division des travailleurs : la Direction a essayé d'isoler et de déconsidérer la lutte des OS du Mans, en faisant reposer sur eux la responsabilité du manque de pièces pour approvisionner les autres usines. C'est aussi le moyen de se débarrasser des éléments gênants, lors de la reprise du travail.

Il a permis par la même occasion d'éponger les stocks ; mais le problème est que le volume étant épongeable en une dizaine de jours, cette date passée, le lock-out commence à coûter cher à la Direction.

Dreyfus espérait-il réduire la combativité ouvrière en si peu de temps ? Il semble qu'il ait oublié un détail : la volonté de lutte des travailleurs !

Quel intérêt le gouvernement avait-il dans l'épreuve de force ?

Malgré les appels des directions syndicales prouvant leur « responsabilité », le gouvernement a tout fait pour rester dans l'ombre. Il proclama régulièrement l'autonomie de la Régie Renault, afin de ne pas intervenir directement dans le conflit. Ses déclarations n'ont pas abusé grand'monde : qui ne se rappelle la décision du Président de la République d'introduire l'« actionnariat » à Renault, prise sans avoir consulté ni même averti la Direction générale ? Il faut chercher la raison du mutisme du gouvernement autre part.

Renault est une arme de choix dans les mains de l'Etat ; tous les gouvernements, depuis la nationalisation, lui ont accordé une attention et un soin tout particuliers. L'objectif a toujours été de faire de Renault une entreprise « modèle », pas tant pour les travailleurs (qui y sont autant exploités que dans une entreprise non nationalisée) que pour servir d'exemple à la bourgeoisie. A Renault, l'Etat qui représente les intérêts bien compris de la couche dominante de la bourgeoisie, montre concrètement aux autres patrons (auxquels il force par là même la main) quel type de politique sociale ils ont à appliquer dans leurs entreprises. Sur la plan social, Renault sert donc de banc d'essai pour la bourgeoisie. Avec une nette volonté de faire un exemple, le gouvernement met tout en oeuvre pour que les ouvriers de « son » entreprise soient les plus « dociles » de tous.